

TUNISIE

De partenaire social, le secrétaire général de l'UGTT veut s'imposer comme partenaire politique

Le fête du Travail, célébrée dimanche, a offert l'occasion au secrétaire général de la centrale syndicale tunisienne, Houcine Abassi, d'être menaçant et de s'élever contre ses détracteurs qu'il voit agir dans le gouvernement, dans les partis politiques ou parmi la société civile.

De Tunis,  
Kattou Mohamed

En effet, nombreux sont ceux qui n'ont pas ménagé leurs critiques à l'adresse de l'UGTT pour «n'avoir pas joué pleinement son rôle national» pour maîtriser l'ardeur de ses membres. Ces derniers se sont distingués, ces derniers temps, par leurs attaques multiples contre certains membres du gouvernement. Si ces agissements sont fustigés, en catimini, au niveau officiel, ils sont dénoncés publiquement par l'opinion publique qui y voit une intention déclarée de la centrale syndicale de dépasser son rôle social pour s'immiscer dans les affaires «politiques» du gouvernement.

De l'aveu même de Houcine Abassi, «la centrale syndicale s'est opposée aux choix imposés pour avoir obligatoirement son avis et son mot à dire dans les grandes décisions politiques qui auront un impact inévitable sur la situation sociale et les conditions de travail». A ce niveau, rien à dire. Toutefois, la centrale syndicale aurait mieux fait, selon les observateurs, de bien encadrer les travailleurs et de ne pas soutenir les nombreuses grèves observées çà et là, en particulier dans les mines de phosphate, pour mettre le pays à genoux. Et Abassi,

menaçant, d'ajouter : «Personne ne peut nous nier ce droit», martelant que son organisation ne veut nullement accaparer le pouvoir, mais refuse d'être confinée dans un rôle purement revendicatif. C'est ainsi qu'il explique l'attitude de la centrale syndicale qui «rejette les modèles imposés et les réformes toutes prêtes».

Ces déclarations de «guerre» n'ont suscité aucune réaction de la part du gouvernement. En revanche, l'opinion publique s'en charge. L'homme de la rue réagit en affirmant que le rôle du syndicat est de défendre les intérêts des travailleurs et non de se fourrer le nez dans les grandes décisions politiques. «Arrêtez monsieur Abassi de berner vos supporters et poussez-les à travailler, si vous êtes un vrai patrio-

te», s'écrient certains citoyens qui qualifient de «prétentieux et décevant, voire bizarre et mégalo...» le secrétaire général de l'UGTT. D'autres y voient la main du parti islamiste qui «pousse» la centrale syndicale vers cette voie «afin de l'affaiblir» et favoriser, ainsi, la création d'autres syndicats. D'ailleurs, dans ce discours, Abassi n'a pas manqué de tendre la perche au chef du parti islamiste responsable — selon la gauche —des assassinats de militants politiques. A ce sujet, il a appelé les syndicalistes à cesser de s'associer à ces accusations. Qu'espère-t-il à travers cet appel ? s'interroge l'opinion publique. Sans doute, estime-t-on, un soutien de Rached Ghannouchi qui ne serait pas de trop pour une organisation qui cherche à s'imposer comme un partenaire politique incontournable en Tunisie.

Généralement fêté dans la concorde depuis l'indépendance, le 1<sup>er</sup> Mai 2016 a été célébré sous haute tension. Au moment où la Tunisie

croyait pouvoir sortir de l'auberge suite à l'entente réalisée entre les centrales patronales et syndicales, tout semble être remis en question suite au retard accusé dans la concrétisation des accords portant sur l'augmentation de salaires dans le secteur privé. De plus, le gouvernement ne semble pas capable de donner les réponses adéquates aux revendications sociales et alors que la centrale syndicale n'arrive plus à maîtriser ses troupes et crie même au complot quand ces troupes sont dénoncées comme agitateurs n'hésitant pas à faire usage de propos «orduriers» à l'adresse de membres du gouvernement.

C'est, en fait, à une crise de confiance que font face les parties prenantes, crise que même l'arbitrage du président de la République n'arrive pas à dénouer.

K. M.

IRAK

30 000 civils pourraient être déplacés par une opération militaire

Une opération militaire irakienne en cours contre le groupe terroriste Daesh dans le nord du pays pourrait provoquer le déplacement de 30 000 civils dans les prochaines semaines, a mis en garde hier l'agence des Nations-Unies pour les réfugiés.

Les forces fédérales irakiennes et kurdes, soutenues par la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis, ont lancé en mars une offensive contre Daesh dans la province de Ninive dont Mossoul, le chef-lieu, est le bastion des terroristes en Irak. Ces forces se trouvent à au

moins 50 km au sud de la deuxième ville du pays mais les combats en cours poussent des milliers de civils à fuir leur maison.

«Avec la poursuite de l'offensive militaire, 30 000 nouveaux déplacés» pourraient arriver dans la région de Makhmour «au cours des prochaines semaines», indique le Haut commissariat pour les réfugiés (HCR) en référence à une ville au sud de Mossoul qui sert de principale base de l'opération militaire. Environ 8 000 personnes sont déjà réfugiées dans un camp à Debaga, à l'est de Makhmour, a ajouté le HCR dans un communiqué. Et un nouveau camp a dû être ouvert dans un stade de football de Debaga «pour répondre à l'arrivée croissante du nombre de familles déplacées».

«La nouvelle installation va permettre de réduire le surpeuplement (d'autres camps) auquel nous assistons depuis le début des combats», a affirmé Fred Cussigh, responsable du HCR dans la zone.

Les organisations internationales craignent qu'une opération militaire d'envergure pour reprendre Mossoul aux terroristes ne provoque un déplacement massif de population que l'Irak n'est pas en mesure de gérer. Selon certaines estimations, près d'un million de civils vivent toujours à Mossoul, aux mains de Daesh depuis son offensive fulgurante en Irak en juin 2014.

Plus de 3,4 millions de personnes ont été déplacées dans le pays depuis le début de 2014.

ALLEMAGNE

Un journal se met au turc pour dénoncer la «censure» du régime d'Erdogan

Le journal allemand Die Tageszeitung (Taz) a diffusé hier, journée mondiale de la Liberté de la presse, une édition bilingue germano-turque pour dénoncer la censure du régime de Recep Tayyip Erdogan et le silence de Berlin et de l'UE.

L'édition, titrée «Sans censure /Sansürsüz», a été réalisée avec les équipes de l'hebdomadaire Agos et celle du quotidien BirGun. Seize pages dans les deux langues racontent le travail difficile des médias en Turquie sur des thèmes tels que: «que cache le gouvernement (turc)?», ou encore la dangereuse mission des journalistes à la frontière avec la Syrie. En ligne de mire de l'éditorial, le silence européen et allemand sur les atteintes à la liberté de la presse en Turquie dans le but de s'assurer qu'Ankara juggle l'afflux de migrants en Europe depuis la Syrie.

«On ne peut ignorer la véhémence avec laquelle le Président turc combat la liberté de la presse qu'en étant dans le déni» de la réalité, écrit la Taz.

«Le gouvernement (allemand) qui dépend de la bonne volonté turque laisse faire si ce n'est quelques paroles critiques sporadiques. On ne sera pas complice», poursuit le journal «car ce sont les collègues turcs qui payent le prix pour notre tranquillité». Ces dernières semaines, la chancelière allemande Angela Merkel a été accusée de ne pas se montrer assez ferme vis-à-vis d'Ankara, notamment face aux atteintes à la liberté d'expression. Elle

a notamment été critiquée pour avoir autorisé en avril la demande turque de poursuites contre un satiriste allemand auteur d'un poème jugé insultant à l'égard de M. Erdogan. Le comédien allemand Jan Böhmermann a, dans sa première interview depuis cette décision, vertement critiqué la dirigeante, alors qu'il attend de savoir si le parquet va le poursuivre pour «insulte envers des organes ou de représentants d'un Etat étranger», délit passible de trois ans de prison.

«La chancelière ne doit pas vaciller lorsqu'il s'agit de liberté d'opinion. Mais à la place, elle m'a découpé en filets, servi pour le thé à un dictateur névrosé et m'a transformé en un Ai Weiwei allemand», a-t-il dit à l'hebdomadaire Die Zeit, en référence au très médiatique dissident et artiste chinois.

Ankara s'est engagé, dans le cadre d'un

accord avec l'Union européenne, à accepter le retour sur son sol de tous les migrants entrés illégalement en Grèce depuis le 20 mars. Le plan prévoit aussi que pour chaque réfugié syrien renvoyé en Turquie, un autre sera «réinstallé» dans un pays européen, dans la limite de 72.000 places.

En contrepartie, les Européens ont accepté de fournir jusqu'à six milliards d'euros, de relancer les discussions sur l'intégration de la Turquie à l'UE et d'accélérer le processus de libéralisation des visas pour les Turcs, une exemption étant considérée comme «vitale» par Ankara. La Turquie a fait «beaucoup d'efforts» pour respecter les critères en vue d'une exemption de visas pour ses ressortissants dans l'espace Schengen, a souligné lundi la Commission européenne.

MAURITANIE

Le Président mauritanien annonce une réforme constitutionnelle

Le Président mauritanien, Mohamed Ould Abdel Aziz, a annoncé hier une réforme constitutionnelle visant à dissoudre le Sénat et le remplacer par des conseils régionaux au niveau des différentes wilayas du pays. Cette réforme constitutionnelle sera proposée au prochain dialogue avec l'opposition, a précisé le chef de l'Etat mauritanien, lors d'un meeting populaire à Néma (est). Mohamed Ould Abdel Aziz a annoncé le lancement de ce dialogue politique dans quelques semaines tout en promettant d'assurer les conditions requises pour sa réussite.

Par ailleurs, le Président mauritanien a affirmé que son pays était prêt à abriter le sommet arabe dans les délais fixés indiquant que «l'Etat mauritanien dispose des moyens requis pour la réussite du sommet».

SYRIE

Lavrov espère un cessez-le-feu «dans les prochaines heures» dans la ville d'Alep

Le ministre des Affaires étrangères russe Sergueï Lavrov a déclaré hier espérer obtenir un accord «dans les prochaines heures» sur un cessez-le-feu dans la ville syrienne d'Alep.

«J'espère qu'au plus vite, peut-être même dans les prochaines heures, une telle décision sera annoncée», a-t-il déclaré à la presse après une rencontre à Moscou avec l'émissaire de l'ONU Staffan de Mistura.

«Des discussions se terminent aujourd'hui entre militaires russes et américains sur l'annonce d'un cessez-le-feu dans la ville d'Alep», a-t-il précisé, alors que Moscou et Washington sont déjà parrains de la trêve mise en place fin février.

Pour surveiller le cessez-le-feu, M. Lavrov a annoncé «la création dans les prochains jours à Genève d'un centre de coordination russo-américain d'intervention rapide en cas de violations de la trêve».

«La principale raison de ma venue ici, c'est la possibilité de discuter avec le pouvoir russe du fait que les résultats déjà atteints (pour mettre en place le cessez-le-feu en Syrie) peuvent être réduits à zéro», a déclaré de son côté M. De Mistura.

«J'ai le sentiment et l'espoir que nous pouvons à nouveau mettre en place et concrétiser» ce cessez-le-feu.

Autre objectif de la visite de l'émissaire de l'ONU: préparer le prochain tour de négociations entre le régime syrien et les opposants à Genève, sous l'égide des Nations-Unies, après l'échec du dernier round.

Une réunion du Groupe international de soutien à la Syrie (GISS), dont sont coprésidents Moscou et Washington, pourrait avoir lieu dans «un futur proche», a ajouté, par ailleurs, le ministre.